

Le pacte budgétaire : un choix de vieux

Pierre-Cyrille Hautcoeur

Ecole des hautes études en sciences sociales

Ecole d'économie de Paris

La crise de la zone euro n'est pas résolue. Si des pare-feu, des fonds d'intervention et la Banque centrale européenne peuvent résoudre les problèmes aigus de court terme, ils risquent de faire oublier les problèmes structurels qui pourraient miner durablement la croissance européenne, et avec elle le modèle politique et social européen.

La préférence systématique pour l'austérité, le régime amaigrissant et la course à la compétitivité-prix à l'intérieur de la zone euro rappellent dangereusement les années 1930, quand les membres du « bloc-or » (Belgique, France, Italie, Pays-Bas, Pologne et Suisse) fidèle à l'étalon-or rivalisaient dans les politiques déflationnistes tandis que leurs partenaires commerciaux sortaient les uns après les autres de la dépression par des dévaluations, des politiques monétaires expansionnistes et de vigoureuses interventions de l'Etat dans des économies affaiblies.

Le rôle tenu à l'époque par la France est aujourd'hui celui de l'Allemagne, qui impose une austérité générale aux autres membres de la zone euro au nom de sa passion exagérée pour la stabilité monétaire et pour l'épargne. Malheureusement, cette épargne ne se transforme pas en investissements porteurs de croissance, mais risque de transformer les Allemands en propriétaires d'une Europe ravagée par la dépression... ce qui provoquerait des tensions intra-européennes violentes.

Il est urgent de lancer une politique de relance européenne, c'est-à-dire d'abord de relance allemande. Pourquoi cela n'a-t-il pas lieu ? La raison officielle est que les politiques de relance

alourdiraient des dettes publiques déjà trop élevées et que seuls des gains de compétitivité permettront de sortir de l'impasse actuelle (croissance nulle, chômage élevé). En réalité, rien n'interdit de mener, parallèlement à des politiques de stimulation de l'offre dans les pays déficitaires, une politique de relance de la demande en Allemagne, qui rééquilibrerait les balances commerciales à l'intérieur de la zone euro et permettrait aux Allemands de profiter des résultats des efforts qu'ils ont faits depuis dix ans. D'une part, la dette allemande pourrait être alourdie modérément sans effets néfastes ; d'autre part, il existe des moyens de relance autres que budgétaires, par exemple par un relèvement substantiel du salaire minimum ou des mesures temporaires d'incitation à l'utilisation de l'épargne par les ménages.

La relance allemande permettrait au reste de la zone euro d'éviter la déflation et ses effets pervers d'alourdissement des dettes et de transferts réels des entrepreneurs et des travailleurs vers les rentiers. Si elle conduisait à un déficit substantiel de la balance courante de la zone euro envers le reste du monde, une baisse de l'euro pourrait y remédier, et ce d'autant plus facilement que la Banque centrale européenne contribuerait à la relance par une politique monétaire accommodante. Ce serait prendre acte que d'autres régions du monde se développent plus vite que l'Europe, et contribuer à rééquilibrer les taux de change réels.

Mais s'il n'y a pas d'argument économique solide pour la politique d'austérité que les gouvernements européens conservateurs veulent imposer, c'est parce que les vraies raisons sont politiques, sociales et démographiques. On peut savoir gré à A. Merkel d'avoir assumé le caractère politique (et non diplomatique) de la politique européenne, mettant en évidence cette coalition des conservatismes. En Allemagne comme ailleurs en Europe, la domination des gouvernements conservateurs résulte du vieillissement de la population et de l'exclusion électorale d'une part importante des jeunes, chômeurs

ou socialement marginalisés, à laquelle on doit ajouter celle des immigrés, parfois pourtant présents depuis de nombreuses années et bien assimilés. Peur ou égoïsme, les électeurs aisés ou âgés préfèrent refuser les investissements socialisés dans l'avenir (l'école, l'Université, la recherche, la culture) au profit d'une accumulation financière et d'une obsession monétaire qui visent (et échoueront) à assurer l'avenir des retraités et de leurs héritiers.

Il est temps que l'Allemagne et l'Europe se rendent compte que leur survie dans une société mondialisée passe par une projection dynamique dans l'avenir, non par un repli sur soi. Il est temps aussi que les gauches européennes mettent en place ensemble un projet coordonné alternatif à celui qu'A. Merkel, N. Sarkozy et leurs homologues promeuvent. Un projet dans lequel les efforts de mobilité et d'adaptation technologique des salariés soient récompensés par des possibilités d'ascension sociale, facilités par un accès amélioré à l'éducation et la culture; un projet dans lequel les étrangers qui paient cotisations sociales et impôts aient accès à la nationalité et au vote davantage que les nationaux qui les fuient à l'étranger.